

MADAGASCAR DEVANT LES IMPÉRATIFS DE L'ÉCONOMIE GÉOGRAPHIQUE

par

René COURTIN

Professeur à la Faculté de Droit et des Sciences économiques de Paris

Un conférencier qui a le privilège de s'adresser à un auditoire étranger se trouve le plus souvent enfermé dans un dilemme fort peu confortable : traiter des choses de chez lui, traiter de celles qu'il découvre dans le pays qui le reçoit (1).

La première solution est périlleuse : dire du bien de son pays est fort gênant ; en dire du mal est plus choquant encore.

Il est alors tenté de se jeter à l'eau en donnant ses impressions sur ce qu'il vient de découvrir dans un pays qui l'accueille avec gentillesse et générosité. On peut citer un très grand nombre d'exemples d'un tel choix, mais seulement dans les domaines de la poésie et de la philosophie.

Lorsque Paul Claudel fut nommé consul général à Tokyo, il n'hésita pas, quelques jours après son arrivée, à faire une conférence intitulée « Coup d'œil sur l'âme japonaise ». Sans doute, dut-il faire sourire quelques-uns des intellectuels qui l'écoutaient, mais les Japonais sont, comme les Malgaches, des gens polis et en conséquence ils ne lui firent pas sentir. De toute façon, l'âme des hommes et des peuples est si complexe, si riche et si secrète que le poète pût certainement mettre en lumière quelques aspects originaux et mal saisis par les intéressés eux-mêmes.

J'étais au Brésil quelque temps après la publication du livre fracassant du comte de Keyserling sur l'Amérique du sud et j'ap-

(1) Les lecteurs trouveront ici les principaux fragments de la conférence donnée par le professeur René Courtin à la Faculté de Droit et des Sciences Economiques le 3 avril 1962.

pris là que l'auteur s'était borné à faire très rapidement le tour des capitales. Il n'avait pas parcouru les campagnes, il n'avait reçu que très peu de visites ; plus simplement, il s'était enfermé dans la chambre de son palace, tous volets fermés, entouré d'un très grand nombre de bouteilles, whisky ou champagne, peu importe. Lorsque Keyserling était parvenu à un état suffisamment euphorique, touché par la grâce, il se mettait à écrire, sans sortir de son fauteuil, des pages étincelantes et apocalyptiques qui se situaient à un tel niveau d'abstraction, de fantaisie et même de délire que personne ne pouvait le contester. C'était la pythie qui rendait ses oracles.

Hélas, je ne suis ni poète comme Claudel, ni philosophe comme Keyserling. Je ne suis qu'un pauvre économiste condamné par là-même à la modestie et à la prudence. L'économiste doit être précis, doit être concret, doit être indiscutable. c'est-à-dire parfaitement informé. Et je me sens, quant à moi, beaucoup trop ignorant pour m'exposer aux justes critiques qui ne manqueraient pas de m'être adressées. Alors, que faire ?

Je me suis finalement décidé à vous entretenir, comme l'implique le titre de cette conférence, d'une question très générale mais qui se pose à tous les pays, dans des termes naturellement particuliers, spécifiques pour chacun d'eux, et dont, par là-même, Madagascar ne peut se désintéresser.

Quelles sont les données principales de l'économie géographique ? Ces données sont-elles favorables ou défavorables à Madagascar ? Sont-elles appelées à entraver ou à faciliter le développement de votre économie ? J'ai eu l'occasion, ces dernières années, d'étudier ces problèmes sans référence à votre pays que je n'avais pas alors le privilège de connaître. Lorsque j'ai pris contact avec la Grande Ile, ces problèmes se sont naturellement posés à moi avec une extraordinaire acuité. Je vais donc vous les présenter en vous laissant le plus souvent le soin d'en tirer vous-mêmes les conclusions pour ce qui vous concerne. Il ne peut donc s'agir que d'une esquisse très générale. C'est vous dire que je vous présenterai beaucoup de banalités, des banalités qui vous sont aussi familières qu'à moi-même. Mais les banalités peuvent être, malgré tout, utiles dans la mesure où elles sont rapprochées et ordonnées. Comme chacun sait, les arbres, trop souvent, cachent la forêt et il faut s'en éloigner pour saisir l'ensemble.

Dès maintenant, je vous indique l'essentiel de ma conclusion. D'une part, les facteurs géographiques et démographiques sont secondaires, d'autre part, les règles d'efficacité économique sont très simples. L'essentiel pour la croissance d'une nation réside dans le comportement des individus et des groupes qui la composent, et cette question malheureusement est une question sociologique qui n'est pas de ma compétence. Dans la mesure où les facteurs

géographiques et démographiques ont un rôle, un rôle qu'il serait puéril de sous-estimer, je pense que dans l'ensemble ils ne sont pas défavorables à Madagascar, tout au contraire. Cette constatation est importante et réconfortante. Au lendemain de votre indépendance, au moment où vous établissez votre programme, vous pouvez et devez avoir confiance : aucune contrainte physique n'est là pour vous paralyser ; votre avenir est entre vos mains, c'est vous et vous seuls qui forgerez votre destin.

Je passerai donc successivement en revue les facteurs géographiques, les facteurs démographiques, les règles économiques fondamentales qui président au développement.

*
**

Et d'abord, les facteurs géographiques ; je serai bref. Ces facteurs, je n'ai pas la possibilité de les éliminer, mais en en traitant, je serai contraint et vous m'excuserez de faire pleuvoir des vérités premières.

Un premier élément favorable est évidemment la variété des climats qui favorise la diversité des cultures et, donc, donne la possibilité d'assurer à la population une nourriture variée. Un pays qui, le cas n'est pas si fréquent dans le monde, produit à la fois du riz et des pommes de terre, des bananes et des pommes doit être considéré comme favorisé. Mais cette diversité a une contrepartie : un relief tourmenté, des différences d'altitude qui constituent un obstacle aux transports. Ce handicap toutefois, n'est jamais décisif et j'en veux pour preuve le cas de la Norvège et de la Suisse qui se classent dans le groupe d'Etats dont le revenu par tête se situe dans le classement général immédiatement derrière les Etats-Unis.

Le relief, d'autre part, détermine le potentiel hydro-électrique qui, lui aussi, est un élément important du développement et qui, précisément, a beaucoup contribué à la croissance de la Norvège et de la Suisse.

Troisième facteur : la richesse minière pour laquelle, paraît-il, vous êtes défavorisés : c'est un facteur utile mais certainement pas indispensable. A l'égard de ces richesses, le Danemark et Israël n'ont rien ; l'Autriche, la Suisse, le Japon n'ont que très peu de chose.

Quatrième facteur : la distance. L'éloignement des grands centres de production et de consommation se traduit évidemment par une élévation du coût des transports. Cette charge constitue un obstacle aux échanges internationaux, à la division du travail et à la spécialisation. Dans la mesure où les échanges se réalisent, l'acheteur doit payer plus cher et le vendeur vendre meilleur marché ;

la fortune de l'Europe, dans une large mesure tient au fait que la richesse y est concentrée sur un espace étroit, qui met en relations faciles plus de deux cent millions d'individus ; le Marché Commun, en abaissant les barrières douanières, exerce les mêmes effets que s'il réduisait encore ces distances déjà très réduites. Ce handicap vous en connaissez tout le poids. Mais lui aussi est susceptible d'être remonté ; les exemples en sont nombreux. Les Etats-Unis, à l'aube de leur indépendance en 1800, ne groupaient que 5.300.000 habitants, c'est-à-dire approximativement la population de Madagascar aujourd'hui. Au temps de la navigation à voile, l'obstacle représenté par la distance de l'Europe était évidemment énorme. Cette distance ne les a pas empêchés de se développer de façon régulière et continue à un rythme qui n'a pas trouvé d'équivalent dans l'histoire. Le Japon, lui aussi, est très éloigné et c'est pour s'assurer des débouchés qu'il s'est, pendant cinquante ans, engagé dans une campagne de conquêtes qui s'est terminée par la catastrophe d'Hiroshima. Après la victoire de Mao Tsé Toung, la Chine lui a été totalement fermée, et, à beaucoup d'observateurs, sa situation est, à ce moment, apparue comme proprement désespérée. Cependant, depuis 1950 et en partant, il est vrai, d'un niveau de vie très bas, le Japon a connu le taux de croissance le plus élevé du monde entier, puisque en dix ans le produit réel par habitant a plus que quadruplé.

Mais, dira-t-on, l'exemple des Etats-Unis, est très ancien, les conditions ont changé ; quant au Japon, c'est un pays de quatre vingt dix millions d'habitants. Il faut donc prendre l'exemple contemporain de petits pays.

Quel est le potentiel des petits pays éloignés des grands centres ? La notion de dimension en matière économique est équivoque car deux critères entièrement différents peuvent être utilisés, la surface du pays, l'importance de la population. Ce dernier critère paraît, semble-t-il, le plus important et, en l'abordant, nous passons des facteurs proprement géographiques aux facteurs démographiques.

* * *

A priori, il semble que les petits pays peu peuplés sont' défavorisés par rapport aux grands. Ces derniers ont un marché plus étendu, et, avec le développement des techniques modernes, les avantages de la dimension ont considérablement augmenté, car le rendement optimum des entreprises correspond à des productions toujours plus importantes. C'est ainsi que la taille optimale d'un complexe sidérurgique est aujourd'hui de l'ordre de deux millions de tonnes d'acier par an. Nous ne sommes plus au temps de Jean

Laborde. De toute évidence, un petit pays qui n'est pas encore riche ne peut absorber, et de loin de tels tonnages.

Et pourtant, les études de Simon Kuznets, l'illustre statisticien américain, ont établi qu'il n'existait aucune corrélation entre la richesse des Etats et le montant de leur population : en moyenne, les petits pays ne sont pas plus pauvres que les grands. A quoi on peut être tenté de répondre que la proposition est probablement vraie, mais seulement pour les petits Etats qui sont situés près des grands, avec lesquels ils ont la possibilité de procéder à des échanges. Nous retrouvons ainsi le problème de la distance. Le Luxembourg, pays proprement minuscule de 300.000 habitants, produit 3.700.000 tonnes d'acier, dont il ne consomme qu'une portion infime, tout le reste étant vendu en Europe. Si, malgré ses mines de fer, du reste fort pauvres, le Luxembourg qui ne produit pas de charbon, était à la place de la Réunion, il est évident qu'il ne produirait pas une seule tonne d'acier.

Ceci reconnu, un pays, pour se développer, n'est pas tenu de produire de l'acier ni même de développer des industries lourdes. C'est ainsi que de petits pays très éloignés de tous leurs débouchés ont des revenus individuels élevés. C'est le cas de l'Uruguay qui est le plus petit Etat de l'Amérique du sud et l'un des plus riches. On objectera que l'Uruguay est situé en coin entre le Brésil et l'Argentine mais, en fait, il commerce essentiellement avec les Etats-Unis et l'Europe dont il est séparé par des milliers de kilomètres. On peut également citer le cas de la Nouvelle-Zélande sur lequel je reviendrai tout à l'heure.

Arrivons à un autre facteur démographique : la densité de la population. L'importance absolue de la population n'a pas grand sens ; cette population doit être rapportée à la superficie disponible, d'où la notion de densité de population. Ce calcul est effectué en général en fonction de la superficie totale du territoire. C'est ainsi que chacun sait que Madagascar a une densité très faible de neuf habitants au km carré environ. Cette notion est évidemment très imparfaite puisque, à densité égale, les pressions démographiques sont essentiellement différentes, d'une part, dans les déserts, les régions circumpolaires et même les pays montagneux ou au sol infertile, d'autre part dans des deltas très arrosés au sol fertile. Il y a là la raison pour laquelle quelques auteurs, comme Colin Clark, ont essayé de pondérer la valeur des sols pour rendre comparables les aptitudes et les densités des différents territoires. Les redressements qu'il a effectués ont été très imparfaits.

Sauf dans des cas vraiment extrêmes, et le cas de Madagascar n'en est certainement pas un, la densité de population par rapport au territoire a un sens. Mais, quel est ce sens ? Est-ce une forte densité ou une faible densité qui est la plus favorable au développe-

ment ? La réponse à fournir est complexe : mais, heureusement, la conclusion à en tirer est très simple. La réponse est complexe : c'est une forte densité de la population qui est favorable au développement industriel, car elle réduit les distances moyennes et donc le coût des transports ; elle favorise par conséquent la production en grane série. Mais, par contre, c'est une faible densité de la population qui est favorable au développement de l'agriculture, car alors on évite le jeu des rendements décroissants bien connus de l'économiste le plus débutant. Ainsi, réponse complexe mais conclusion très claire, car je n'hésite pas à affirmer avec une grande force, et je m'efforcerai de le montrer dans un instant, que le développement de l'agriculture doit précéder le développement industriel, en sorte que c'est un privilège immense pour un pays que de se lancer dans la grande aventure du développement en ayant, comme vous, une faible densité de population. Ce fut là la grande chance des Etats-Unis, du Canada, de l'Argentine, de la Nouvelle-Zélande et à un moindre degré de l'U.R.S.S., d'avoir comme vous, au départ, une faible densité de population. Et c'est le malheur de la Chine et de l'Inde d'avoir une densité beaucoup trop forte.

J'en arrive maintenant au dernier facteur démographique essentiel : le taux de croissance de la population. Un taux de croissance modéré de l'ordre de 1% est favorable ; Alfred Sauvy l'a surabondamment démontré dans ses derniers ouvrages. Mais un taux de croissance élevé, supérieur à 1,5%, constitue un handicap qui peut très difficilement être surmonté. Cela va de soi pour les pays déjà surpeuplés comme l'Inde et la Chine dont on pense aujourd'hui que l'accroissement annuel de population est de l'ordre de 16 millions d'individus ; mais cela demeure vrai de tous les pays, même de ceux qui apparaissent sous-peuplés. En effet, un taux de croissance élevé constitue un obstacle à l'élévation du niveau de vie du fait que la plus grande partie des capitaux constitués chaque année doit être consacrée à fournir aux générations montantes les équipements qui leur sont nécessaires sous forme de logements, d'écoles, d'hôpitaux, de défrichements, d'implantations industrielles ; il ne reste par conséquent à peu près rien pour accroître le niveau de vie. Cette liaison est particulièrement rigoureuse dans les pays qui sont à l'origine de leur période de développement, car, n'étant pas riches, ils ne peuvent dégager dans leur revenu national qu'une part d'épargne relativement faible.

Un exemple caractéristique nous est donné par le Brésil. C'est un pays sous-peuplé, au territoire gigantesque, mais dont le taux d'accroissement de la population est de l'ordre de 2,5% par an. L'épargne au Brésil représente environ 10% du revenu national. Mais, à cause de la croissance démographique, les 3/4 de cette épargne servent à assurer la construction de nouveaux logements, ce qui fait que le revenu de la population ne se relève pas.

A cet exemple, cependant, il est possible d'en opposer d'autres qui paraissent infirmer ma vue trop pessimiste : l'exemple des Etats-Unis, celui de l'Angleterre qui, pendant la plus grande partie du XIX^e siècle, ont eu un taux de croissance démographique analogue ou plus élevé encore. A l'égard de ces deux pays, les observations suivantes doivent être présentées.

Les Etats-Unis ont bénéficié de conditions extraordinairement favorables du fait que les immigrants ont pu s'installer dans la Prairie, c'est-à-dire dans d'immenses étendues plates et sans arbres ; en sorte que pour étendre la zone cultivée, il n'a pas été nécessaire de procéder à des défrichements. Des territoires pratiquement infinis ont pu être livrés à la culture avec le minimum de travail. Le cas de l'Angleterre est entièrement différent. Elle a connu des excédents de population et a dû déverser une partie de ceux-ci aux Etats-Unis, au Canada, en Afrique du sud, en Australie, en Nouvelle-Zélande. D'autre part, le niveau de vie de ses travailleurs n'a commencé à s'élever que dans les années qui ont immédiatement suivi 1850, c'est-à-dire, notez-le bien, environ 70 ans après le début de sa révolution industrielle. Voilà ce qu'il en a coûté à l'Angleterre d'avoir eu une natalité trop forte : l'expatriation sur des terres lointaines, pour les plus défavorisés, et 70 ans de misère pour les autres.

Pensez plutôt au cas du Japon. Le Japon est le seul pays asiatique à s'être engagé résolument dans le processus de croissance. Il est le seul, comme nous l'avons vu, à assurer une élévation rapide du niveau de vie de ses classes populaires. Le Japon a le handicap, comme nous le savons, d'être terriblement surpeuplé ; mais il a su limiter son taux de croissance démographique avec une vigueur et une célérité vraiment extraordinaires. Le taux d'accroissement naturel de la population japonaise était encore de 2,5 % en 1948. Il est tombé ces dernières années et se maintient à 1,1 %, taux à peine supérieur au taux français.

Il importe, à ce propos, de considérer le problème démographique dans son aspect général et de mesurer un instant le caractère tragique du drame dans lequel l'humanité se trouve aujourd'hui placée et qui peut susciter son anéantissement. Quelle était autrefois la situation ? Elle était simple, la natalité était libre, ou à peu près, mais un certain équilibre démographique et du reste, un équilibre dans la misère, était obtenu par les variations du taux de mortalité. Lorsque le taux de croissance était trop élevé, ou la densité trop forte, des endémies, des épidémies ou des guerres réduisaient la population. Tout est changé aujourd'hui. Les progrès de la médecine et de l'hygiène ont réduit la mortalité dans une proportion incroyable. De ce fait, un équilibre ne peut plus être obtenu aujourd'hui que par une diminution de la natalité ; cet équilibre, à la diffé-

rence de l'équilibre ancien qui, encore une fois, était un équilibre de la misère, peut-être un équilibre dans la prospérité et correspondre à un accroissement continu du niveau de vie. Il y a là l'immense problème de notre époque et des générations qui vont nous succéder. Il dépasse de beaucoup le cas de la France et de Madagascar. Si la situation reste ce qu'elle est, l'humanité tout entière court à la catastrophe.

Voici quelques chiffres. La population mondiale est, à l'heure actuelle, de l'ordre de trois milliards d'individus. On estime que la terre est susceptible d'en nourrir dix milliards ; mais le taux actuel, annuel, de croissance pour l'humanité entière est de 1,7%, et par conséquent très inférieur à celui que vous connaissez dans votre pays. Si ce taux se maintenait, mais il y a évidemment une impossibilité physique, il y aurait cent milliards d'individus en l'an 2170, et mille milliards en l'an 2300. C'est comme si on voulait enfermer un éléphant dans une boîte d'allumettes. Ou l'humanité disciplinera sa natalité, ou elle périra sous l'effet d'un cataclysme qui, dans l'état actuel des choses, ne peut guère être, évidemment, qu'une guerre atomique. Je m'excuse de ces visions apocalyptiques qui m'écartent quelque peu de notre sujet.

Et donc, pour ce qui est des conditions géographiques ou démographiques, votre pays peut être considéré comme favorisé ; il est, à cet égard, utile de comparer sa situation à celle d'une autre île à laquelle j'ai déjà fait allusion, la Nouvelle-Zélande. La Nouvelle-Zélande est située encore beaucoup plus loin que vous des grands centres économiques. Vous constituez une seule île, la Nouvelle-Zélande en comprend deux. Ces deux îles ont au total une superficie qui est la moitié de la vôtre ; enfin, la population y est deux fois inférieure à la vôtre, ce qui fait que les densités des deux pays sont à peu près les mêmes. Sur un seul point, une différence doit être notée : le taux d'accroissement démographique de la Nouvelle-Zélande est sensiblement plus faible. Or, la Nouvelle-Zélande se situe parmi les pays les plus riches du monde, immédiatement derrière les Etats-Unis et bien loin devant l'Angleterre, la France ou l'Allemagne.

Vous devez donc être pleinement convaincus que l'efficacité de votre effort ne sera pas freinée ou entravée par des contraintes géographiques. C'est la qualité de votre effort qui suscitera la qualité des résultats que vous obtiendrez.

* * *

Mais cet effort, comment l'organiser ? Je passe ici de l'analyse géographique et démographique à l'analyse économique, et je me bornerai à de très brèves observations. Vous me permettrez d'abord de pourfendre un mythe : le mythe de l'industrialisation à tout prix.

Ce mythe s'explique par de nombreuses raisons et particulièrement par les deux suivantes :

1° Dans tous les pays du monde, sauf la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas et l'Angleterre, le revenu moyen de la population agricole est beaucoup plus faible que le revenu moyen de l'ensemble de la population active. Ce revenu des agriculteurs est la moitié du revenu moyen aux Etats-Unis et en France, il est le quart de ce revenu dans la plupart des pays moins développés.

2° Les pays les plus riches sont aussi ceux dans lesquels la part de la population agricole est la plus faible ; cette part va de 25 % en France, à 10 % aux Etats-Unis, et à moins 5 % en Angleterre. Et même un pays développé que l'on représente traditionnellement comme étant un pays essentiellement agricole, la Nouvelle-Zélande, dont je parlais il y a un instant, ne consacre que 15 % de sa population active à l'agriculture. La règle est ici absolument universelle, elle ne comporte aucune exception. Par conséquent, pour sortir du sous-développement, il est nécessaire d'accéder à l'âge industriel. De cette vérité, je suis convaincu, plus que quiconque, et en France je combats pour qu'on n'entrave pas l'exode des agriculteurs qui sont encore beaucoup trop nombreux. Mais, ce dont je suis plus assuré encore, c'est qu'il n'y a pas de développement industriel possible sans développement préalable ou tout au moins concomitant de la productivité agricole.

En effet, ceci est élémentaire et fondamental, le développement de l'industrie implique que les ouvriers de la ville soient nourris par les travailleurs de la campagne ; ceux-ci doivent donc disposer de très larges excédents alimentaires ; symétriquement, les produits industriels ne trouveront des acquéreurs que si les agriculteurs disposent d'un pouvoir d'achat excédentaire. Il est toujours instructif, à cet égard, d'évoquer les conditions dans lesquelles la révolution industrielle a bouleversé l'Europe Occidentale à la fin du XVIII^e et au début du XIX^e siècle. On oublie trop que cette révolution a été précédée d'une révolution agraire silencieuse qui en a été la condition. Des choses bien humbles et bien banales, l'introduction du navet en Angleterre, la généralisation de la culture de la pomme de terre en Europe Continentale, l'introduction des légumineuses comme fourrages artificiels qui, tout à la fois, déterminèrent la suppression de la jachère et le développement de l'élevage, ce qui a permis d'entretenir des bêtes de trait plus nombreuses et par conséquent d'effectuer des labours plus profonds, de disposer de fumier pour fertiliser les terres, d'obtenir plus de viande et plus de lait. Jamais l'Angleterre n'aurait pu développer son industrie

textile si elle n'avait pas d'abord cultivé ses navets ; jamais l'Allemagne n'aurait constitué le gigantesque complexe économique de la Ruhr si préalablement elle n'avait pas cultivé ses pommes de terre.

Un tel programme peut paraître modeste et fort peu exaltant. En réalité, c'est un programme extrêmement difficile à réaliser car, sur le plan de la technique pure, celle à laquelle pensent les technocrates, il est infiniment plus facile de constituer une industrie moderne qu'une agriculture moderne. Dans l'industrie, il faut certes des capitaux relativement importants, mais ils sont concentrés territorialement et leur rentabilité est très rapidement assurée ; tandis que le développement de l'agriculture implique d'énormes dépenses d'infrastructure sous forme de voies de communication constituant un réseau articulé et dense. Cette infrastructure n'aura qu'une productivité indirecte et lointaine. De même, pour animer l'industrie, il suffit d'un assez petit nombre d'entrepreneurs dynamiques entourés de quelques techniciens. Au contraire, c'est le comportement de l'ensemble de la masse paysanne qui doit être transformé pour moderniser l'agriculture ; et cette transformation, vous le savez bien, comme du reste nous le savons en Europe, est d'autant plus malaisée que la paysannerie est dispersée et méfiante et qu'il est par là-même difficile de l'atteindre et plus encore de la convaincre.

L'industrie elle-même, lorsqu'elle a trouvé dans l'agriculture les premières bases de son développement, doit à son tour respecter certaines règles de croissance et ces règles me paraissent essentiellement être au nombre de deux.

Première règle : les industries de consommation doivent être établies avant les industries d'équipement, les industries légères avant les industries lourdes, pour trois raisons : les industries légères impliquent moins de capitaux et, par conséquent, pour un capital déterminé elles permettent un accroissement plus considérable de l'emploi. Ces industries légères trouvent des acheteurs dans le pays même, ce qui est particulièrement précieux dans un pays éloigné de tous les grands centres. Enfin, les industries légères atteignent leur productivité maxima pour un volume de production qui peut être absorbé par le pays même. Voilà la première règle.

La deuxième règle, c'est qu'il serait désastreux de vouloir éparpiller cette industrie aux quatre coins du territoire comme un souci d'équité, parfaitement légitime, porte naturellement les responsabilités politiques à le faire.

Je ne suis pas un partisan de la théorie fort en vogue en France des pôles de croissance. Il n'en reste pas moins qu'au point de vue industriel une trop grande dispersion est une mauvaise chose. Au contraire, une certaine concentration est indispensable pour créer une ambiance dynamique et un climat de compétition, pour

que les entrepreneurs puissent trouver les corps de métier dont ils ont besoin, des cadres spécialisés, une main d'œuvre formée ; et cela est également indispensable pour les travailleurs afin qu'ils aient la garantie — s'ils ont le malheur d'être licenciés — de pouvoir trouver du travail à proximité de leur domicile. Enfin, cette concentration me paraît indispensable pour économiser sur les frais de transport. C'est dans ce sens, je le sais, que vous avez engagé vos efforts, vous disposez donc de bases favorables et vos options sont saines.

Conclusion

Certains d'entre vous sont, ou seront cependant tentés de se décourager devant la lenteur des résultats. Répétez-vous que rien ne se fait sans l'aide du temps. Il y a des seuils ; les choses se préparent silencieusement, puis elles démarrent, c'est ce que Rostow appelle le « décollage ». Cette maturation nécessaire était très longue autrefois. Nous, Européens, attribuons notre développement au fait que nous avons été les premiers à bénéficier de l'héritage gréco-latin. Mais la valeur de cet héritage n'est apparue qu'au xvi^e siècle sur le plan technique, à la fin du xviii^e siècle sur celui des applications économiques ; il nous a par conséquent, fallu attendre près de vingt siècles. Rassurez-vous. Les choses vont beaucoup plus vite aujourd'hui grâce à ce phénomène que, depuis Daniel Halevy, nous appelons l'accélération de l'histoire.

A cet égard, je vous demande de méditer une dernière fois sur le cas du Japon qui, comme nous l'avons vu a, à cette heure, le taux de croissance mondial le plus élevé. Je vous rappelle que les conditions géographiques étaient désastreuses : pas de matières premières, un territoire exigu peu propre à l'agriculture, l'éloignement des fournisseurs et des acheteurs possibles. A quoi s'ajoutent des conditions démographiques plus catastrophiques encore. Nous parlions de densité de population : la densité japonaise est de l'ordre de 250 habitants du km² ; et si l'on fait abstraction des montagnes abruptes, incultivables et où ne peut être installé aucun établissement humain, cette densité effective, économique, monte à 750 habitants au km carré.

L'exemple du Japon est précieux à deux titres. D'une part, le Japon était figé dans ses traditions jusque vers 1870. Cependant, sans révolution politique il a pu remodeler totalement la psychologie économique de sa population dans des délais relativement brefs. D'autre part, le Japon nous démontre, de façon péremptoire, que les peuples de race blanche ne sont pas les seuls à pouvoir

réaliser leur croissance. Il n'y a donc pas plus de contrainte raciale qu'il n'y a de contrainte géographique ou démographique.

L'économiste que je suis doit donc confesser ce qu'il a déjà reconnu tout à l'heure, à savoir qu'il n'existe que des contraintes sociologiques, les contraintes de la tradition. Mais ces contraintes ne sont pas décisives, elles peuvent et doivent être dominées, ainsi que nous venons de le voir avec le Japon. Dans ces conditions, je crois que vous partez avec des atouts considérables que peuvent vous envier bien des peuples qui cherchent, eux aussi, et en même temps que vous, à réaliser leur croissance.

Un territoire étendu et varié, bien délimité par la mer et qu'en conséquence personne ne peut songer à vous contester. Une densité très faible en sorte que vous êtes à l'aise dans votre île et que vous le resterez longtemps. Vous disposez d'une seule langue, vous vous comprenez d'un bout à l'autre de l'île. Vous avez un état qui puise ses racines dans un passé national déjà ancien. Vous avez le christianisme comme religion dominante et l'expérience a prouvé que le christianisme était une religion progressive. Enfin et surtout, vous avez la volonté de progresser. Lorsque, le matin, à 7 h 30, je me rends dans cette Faculté, je suis profondément réconforté en voyant tous les trottoirs remplis par ces enfants innombrables qui se rendent à l'école, la serviette sous le bras. Cette soif d'apprendre est le meilleur gage de votre avenir.

Tout se présente donc favorablement. Vous me permettrez cependant de terminer par une exhortation.

Pour assurer votre avenir, vous n'aurez pas à renier ce qui fait l'originalité profonde de votre pays. Cette originalité, vous pouvez et devez la protéger. Là également, le Japon vous a tracé la voie, qui a su conserver toutes ses traditions à l'inverse de la Chine communiste qui a brisé avec son passé et, ce qui est plus grave, a broyé l'homme lui-même. Spécialement, vous avez, me semble-t-il, le devoir de respecter certaines valeurs contemplatives que vous devez à vos ancêtres et qui constituent une des caractéristiques les plus nobles de votre personnalité.

L'économiste que je suis est en droit de vous rappeler que la richesse est faite pour l'homme et non point l'homme pour la richesse. La richesse n'est pas une fin en soi, elle a une valeur purement instrumentale, elle n'est donc utile qu'en protégeant l'homme contre la maladie, en le mettant à l'abri de l'adversité, en l'affranchissant du besoin. Elle n'est justifiée que pour autant qu'elle est au service de sa personnalité. Je sais bien que l'Occident auquel j'appartiens semble avoir choisi un autre chemin. L'homme occidental paraît possédé par un démon, le démon de Faust et de Nietzsche. Je ne sais quand il s'en débarrassera. Il a, en tout cas, à cette heure, une excuse ; il est confronté avec le défi qui lui est

lancé par le monde totalitaire et, s'il ne relève pas ce défi, dans tous les domaines, il est perdu, et le reste du monde avec lui. Comme tous, vous êtes concernés par cette compétition ; mais vous avez le privilège de n'y point participer, ce qui vous donne le loisir de protéger mieux que nous ne le faisons nous-mêmes vos valeurs traditionnelles.

A une autre occasion, mon jeune ami le Doyen Perrin n'a pas omis de signaler avec une sympathie à peine teintée d'ironie, que j'étais pêcheur à la ligne. Peut-être est-ce à cette vocation que je dois d'avoir été si souvent ému en me promenant dans votre belle campagne et en voyant le dimanche un homme et une femme, ou une femme et un enfant, installés tranquillement sur le bord d'un étang, l'un à côté de l'autre. Certes, les poissons pêchés devaient servir à varier le menu familial, mais je pense que dans ce simple délassément il y a aussi pour eux, comme pour nous, pêcheurs français, le charme de l'eau qui se ride dans le vent, du roseau qui plie doucement et de la montagne lointaine qui s'illumine aux feux du couchant ; et aussi cette paix du cœur qui nous permet de rêver à notre destin, au destin du monde et à l'immortalité des âmes.